



*Expression Citoyenne des Communistes  
du Causse de Gramat*

# *L'Indigné*

*Mars 2017*



**"Cela semble toujours impossible, jusqu'à ce qu'on le fasse". Nelson Mandela**

## **L'élection présidentielle de 2017 sera-t-elle celle de tous les scandales ?**

Durant des primaires s'apparentant davantage à une télé-réalité qu'à un véritable débat politique, ceux qui n'ont de socialiste que le nom ont osé une ultime tentative de séduction alors que fumaient encore les cendres des acquis sociaux démantelés au cours de leur dernier mandat, entre la loi Macron, la loi Touraine ou la loi El Khomri.

Chaque jour éclatent de nouvelles révélations, depuis le financement douteux du mouvement « En marche » qu'Emmanuel Macron est soupçonné d'avoir créé depuis Bercy, à la mise en examen de la cheffe de cabinet de Marine Le Pen, en passant par les emplois présumés fictifs mais néanmoins lucratifs de la famille Fillon.

Ce qui vaut pour le Français lambda ne vaut pas pour l'élite de la République qui, discréditant l'ensemble des Élus, profite du système à plein régime alors que le quotidien austère des Français est dicté par les lois de l'argent.

La France, terre des droits de l'Homme, fait pourtant toujours rêver ceux qui, de l'autre côté de la Méditerranée, connaissent les affres de la guerre. Ces populations civiles décimées par les bombes de l'OTAN quittent par milliers leurs pays ravagés pour rejoindre les frontières d'une Europe forteresse hérissée de murs ou de barbelés. Désignés comme les responsables de la crise migratoire et économique, ils affrontent les dangers de l'exil et la haine de ceux qui reportent leur frustration sur ces victimes.

Tant sont si dépités qu'ils n'ont plus de colère, s'appêtant à faire plutôt un choix d'élimination qu'un choix de conviction, ou de basculer du côté obscur, couleur Marine.

Et pourtant, c'est au Peuple que le pouvoir appartient ! Les politiques ne sont pas nos « dirigeants », mais les Élus du Peuple qu'ils se doivent de représenter !

Il est grand temps que le Peuple souverain reprenne en main son destin, et que, mettant de côté les différences, il œuvre avec les autres Citoyens du Monde, dans une réflexion collective, pour construire un avenir respectueux de la justice et de la dignité humaine.

*Les communistes ont toujours lutté dans ce sens, et ils marcheront encore et toujours à vos côtés,  
aujourd'hui et demain, droit devant, en levant le poing !*

\*\*\*\*\*

## **Usine de méthanisation de la Quercynoise : affaire privée ou publique ?**

Dans une lettre à Marie Piqué, Éluée Communiste et vice-présidente de la Région, la préfète répond aux inquiétudes de la population devant le projet d'une unité de méthanisation de la société d'investissement FONROCHE pour la QUERCYNOISE. Son argumentation repose sur l'obligation d'avoir une installation rentable financièrement pour FONROCHE. Le dogme de la rentabilité est incompatible avec le double objectif initial : fournir à la QUERCYNOISE l'énergie dont elle a besoin et rechercher des ressources énergétiques renouvelables dans un souci écologique.

Pour rendre le projet rentable, il a été **surdimensionné**. D'un équipement strictement utile à la QUERCYNOISE, on passe à une usine à faire du fric à partir de l'électricité revendue à EDF, les besoins de la QUERCYNOISE devenant accessoires. Le projet change complètement de nature.

Tel que l'envisageait la région quand elle a mis en place le programme de soutien à la méthanisation, il s'agissait de petites unités réparties sur le territoire. Il permettait d'engager des synergies entre agriculteurs et industriels de l'agroalimentaire pour la production d'énergie. **Si des aides publiques sont à apporter, elles doivent servir la recherche et l'innovation avec des créations d'emplois. Surtout, chaque financement public doit impliquer un droit de regard public et citoyen.**

## Baisses des dotations d'Etat aux collectivités : un désastre pour les familles

Depuis plusieurs années, les gouvernements successifs pratiquent systématiquement une baisse très importante des Dotations Globales de Fonctionnement (D.G.F.) attribuées aux collectivités locales (communes, intercommunalités, départements...).

Ces restrictions budgétaires, enclenchées sous le quinquennat Sarkozy et accentuées sous celui de Hollande, sont dénoncées par l'Association des Maires de France qui en évalue les effets cumulés à 28 milliards d'euros sur la période 2013-2017.

Pour une ville comme Gramat, la baisse cumulée sur cette période atteint le montant considérable de 650 000 euros.

Ces restrictions budgétaires privent les collectivités de ressources indispensables :

- \* Au maintien et à l'amélioration du service public local aux habitants ;
- \* À la vitalité du mouvement associatif ;
- \* À l'accompagnement des entreprises et au développement de l'économie ;
- \* À l'engagement d'investissements pour l'aménagement des territoires et la réalisation d'équipements : autant de chantiers attendus par le secteur en crise du Bâtiment et des Travaux Publics.

L'État voudrait contraindre les Élus à augmenter les impôts locaux et diminuer les services municipaux qu'il ne s'y prendrait pas autrement, annonçant ainsi la mort des communes.

Les communistes n'acceptent pas, protestent, et choisissent, au contraire, la voie de l'action commune de toutes et de tous, pour obtenir des dotations indispensables en faveur de nos territoires ruraux, dans une République Une et Indivisible.

**Chacune et chacun d'entre nous est directement concerné !**

#####

### Ecoles rurales en danger !

Ce 22 février, les militants Communistes participaient auprès des parents d'élèves au rassemblement populaire devant le collège Gambetta de Cahors pour défendre les écoles lotoises.



Alors que les politiques prônent la revitalisation des territoires ruraux, chaque année voit son lot de suppression de postes pour effectifs estimés ponctuellement insuffisants. L'objectif fixé est de regrouper les écoles rurales en Regroupements Pédagogiques Intercommunaux de plus en plus concentrés. Pour le Lot, ce sont 19 propositions de fermeture de classe voire d'école qui ont été proposées par l'Inspecteur d'Académie pour la rentrée 2017.

Pourtant, l'école rurale à taille humaine est un atout pour les enfants qui y sont scolarisés : le travail en effectif réduit permet la détection et le suivi des élèves en difficulté, le dialogue entre enseignants et parents est facilité, le trajet pour se rendre en classe est limité...

**Les Élus locaux doivent doter l'école rurale des moyens dont elle a besoin pour fonctionner, et exiger des services de l'État de ne pas la sacrifier, comme il sacrifie progressivement tous les services publics de proximité, contribuant ainsi à la désertification des territoires ruraux.**

### Bulletin D'Adhésion

NOM : ..... Prénom : .....

Adresse : .....

courriel : ..... Téléphone.....

FAITES PARVENIR CE BULLETIN A : PCF Fédération du Lot -29 avenue du Maquis – 46000 CAHORS

**Rejoignez-nous sur la page Facebook : L'Indigné du Causse**